



FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE (FCPB)

**Déclaration de
Monsieur Ali Mchumo
Directeur général**

TROISIÈME CONFÉRENCE MONDIALE DU CAFÉ

Cérémonie d'ouverture

Guatemala, 26 février 2010

*Monsieur le Président,
Excellences,
Eminents délégués,
Mesdames et Messieurs*

Je commencerai en me joignant aux orateurs précédents pour vous accueillir à cette importante Conférence mondiale du Café et en remerciant le Gouvernement guatémaltèque et l'Association nationale du café du Guatemala (Anacafé) d'accueillir cette auguste Conférence. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude pour l'aimable hospitalité qui m'a été réservée ainsi qu'à ma délégation.

Cette Conférence n'aurait pas pu être organisée à un moment plus opportun, en particulier pour le Fonds commun, dans la mesure où des consultations entre les pays membres et d'autres parties prenantes sur le rôle futur et la stratégie du Fonds commun sont actuellement en cours et où l'issue de ces consultations aura un impact sur la façon dont le FCPB interviendra à l'avenir dans la filière café et celle d'autres produits de base. Nous savons tous l'importance que revêtent les revenus tirés de la production et du commerce des produits de base pour une grande partie des populations rurales des pays en développement et pour les recettes en devises étrangères des gouvernements de ces pays. Nous sommes également conscients que, même si le café s'est mondialisé, il demeure essentiellement un produit de base lié à la pauvreté, en grande partie parce qu'il est cultivé ou récolté par des petits exploitants pauvres ou dans des zones rurales pauvres qui ne bénéficient pas encore de l'industrie mondiale du café.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez sans doute, le Fonds commun pour les produits de base a été conçu et créé dans le but d'améliorer les termes de l'échange des pays en développement tributaires des produits de base et d'aider les pays en développement à accroître et à diversifier leurs échanges commerciaux, à améliorer et à diversifier leurs capacités de

production, leur productivité et à accroître leurs recettes d'exportation en élaborant des mesures de mise en valeur des produits de base essentiellement mises en œuvre par un financement de projets sous forme de dons, prêts concessionnels et assistance technique.

Il ne fait aucun doute que le café joue un rôle central dans l'économie de nombreux pays en développement ; le Fonds commun est conscient de ce fait et c'est pour cette raison que le café est le premier produit de base à bénéficier de l'assistance du FCPB parmi plus de 32 produits de base qui reçoivent un financement du FCPB. Au cours des 20 dernières années, le Fonds commun a financé 32 projets de mise en valeur du café (22 selon la procédure ordinaire et 10 selon la procédure rapide) d'un coût total de 93,5 millions de dollars, dont 51,1 millions ont été fournis par le FCPB (40,3 millions sous forme de dons et 10,8 millions sous forme de prêts concessionnels). Les mesures et les actions soutenues par le Fonds commun dans le secteur du café portent sur des interventions comme l'amélioration de la productivité et de la production, la valorisation, la recherche de nouveaux marchés, l'introduction de nouveaux systèmes de commerciaux, l'amélioration de l'accès au financement grâce à des systèmes de financement commercial structuré et des systèmes pilotes de crédit novateurs.

L'engagement financier du Fonds commun dans le secteur du café est un témoignage de l'importance que le Fonds commun attache au café dans le processus du développement, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les interventions du FCPB dans le secteur du café sont grandement facilitées par les excellentes relations de travail et la collaboration étroite établies avec l'Organisation internationale du Café (OIC) et je tiens à remercier personnellement M. Osorio et ses fonctionnaires du Secrétariat pour cette coopération mutuellement productive. Comme le programme vous l'indique, peu après la cérémonie d'ouverture, nous assisterons à la signature de l'Accord d'un autre projet financé par le Fonds commun dans le secteur du café, avec nos partenaires, l'OIC et Anacafé. Le projet intitulé "Programme de compétitivité des entreprises du café au Guatemala et en Jamaïque", d'un coût de 4,8 millions de dollars, avec cofinancement par Oikocredit, a pour objectif d'améliorer la compétitivité des petits producteurs de café dans certaines régions des deux pays ; l'exécution du projet sera soutenue par la Banque de développement rural du Guatemala (Banrural).

Monsieur le Président,

Le Fonds commun a été créé à une époque de forte conscience de la nécessité de stabiliser les revenus des producteurs de produits de base et des pays producteurs. Il est important de noter qu'à cette époque, les marchés financiers des produits dérivés des produits de base n'étaient pas été aussi importants et élaborés qu'aujourd'hui. A l'époque, nous pensions que nous pouvions contrôler ou gérer les mouvements des prix au moyen de stocks régulateurs, en achetant et en retirant du marché les stocks excédentaires puis en les mettant sur le marché au moment approprié, lorsque les conditions s'étaient améliorées. Nous savons tous aujourd'hui que, grâce au perfectionnement des marchés des produits, les prix sont désormais fixés par plusieurs autres facteurs comme les marchés des produits dérivés ou d'autres causes fondamentales comme les changements climatiques. En d'autres termes, les fondamentaux de la production et les conditions de marché ne sont plus les seuls facteurs qui déterminent le prix des produits de base ; d'autres variables jouent un rôle clé.

La volatilité des prix est un élément majeur des marchés des produits de base en général et du secteur du café en particulier. Pour de nombreuses raisons, cette question demeure une grande préoccupation pour le Fonds commun : premièrement, les effets de la volatilité des prix ne sont pas répartis uniformément sur tous les acteurs du marché. En fait, les acteurs du marché les plus faibles absorbent l'essentiel des coûts. Les conséquences socioéconomiques de ces effets dépendent de nombreux facteurs, notamment l'accès au crédit, la disponibilité du capital, les autres sources de revenus, etc. Compte tenu du désavantage évident des pays en développement pauvres tributaires des produits de base à cet égard, nous notons que les effets indésirables de la volatilité des prix des produits de base affectent les acteurs du marché les plus pauvres de façon disproportionnée, lésant ainsi les pays en développement tributaires des produits de base et en particulier les pays moins avancés (PMA).

Monsieur le Président,

Eu égard à ce qui précède, il est clair que la communauté internationale est confrontée à un défi majeur appelant des initiatives novatrices pour gérer le secteur du café dans l'économie internationale actuelle. Je voudrais maintenant aborder certains des principaux domaines d'intervention clés se rapportant au secteur des produits de base, avec une référence particulière au café.

Mesures de mise en valeur des produits de base

Pour un agriculteur, la première ligne de défense est de devenir un producteur efficace. En l'occurrence, production efficace signifie rendement maximal au moindre coût par unité de terre. De cette façon, les agriculteurs augmentent leur marge bénéficiaire et se protègent contre les fluctuations des prix à la baisse. Pour que les agriculteurs atteignent cet objectif, ils ont besoin de soutien en matière de recherche, production, technologies de traitement, opérations post-récolte, accès au financement des immobilisations et du fonds de roulement.

Le Fonds commun apporte déjà son aide au secteur du café dans ce domaine. A titre d'exemples d'interventions financées par le Fonds commun qu'une collaboration supplémentaire pourrait transposer à plus grande échelle, on peut citer les projets sur la **lutte intégrée contre les parasites et les maladies** comme la trachéomycose, la rouille des feuilles, le scolyte du tronc et le scolyte du fruit du caféier. Les résultats de ces projets ont ajouté à l'ensemble des connaissances et ont conduit à la réduction des pertes de récolte dans plusieurs pays producteurs de café. En outre, le FCPB a financé plusieurs projets d'**amélioration de la qualité**. Pour n'en citer que quelques exemples, il a financé la *Prévention de la formation de moisissures* qui a produit un code qui a été adopté comme norme par le Codex ; il a également financé des projets d'amélioration de la qualité en Ethiopie et au Rwanda, qui ont introduit du matériel efficace de traitement du café par la voie humide. Dans le domaine de la **réhabilitation** du café, le Fonds commun a aidé les pays touchés par des catastrophes naturelles ou des conflits à reconstruire leur capacité de production du café et a également introduit de nouvelles techniques de transformation ; l'Angola, le Nicaragua et le Honduras sont quelques uns des pays qui ont bénéficié de ces interventions.

Un domaine croissant d'intervention est le développement du **marketing de créneau pour le café de spécialité** dans le cadre duquel le FCPB a financé plusieurs programmes de commercialisation du café gourmet, y compris la désormais célèbre "Coffee Cup of Excellence". Pour le moment, il a des projets sur le café gourmet en Amérique centrale, sur le Robusta gourmet en Afrique de l'Ouest et sur la certification et la vérification du café en Afrique orientale et australe. Ces initiatives ont eu beaucoup de succès et, de nouveau, il serait possible de transposer ces interventions à plus grande échelle.

Récemment, le Fonds commun a accordé une plus grande attention au **développement de produits financiers** et, à cet égard, il a introduit et a contribué à mettre en place des cadres pour les systèmes de gestion du crédit en milieu rural, les systèmes de récépissés d'entrepôt et les systèmes de gestion des garanties du financement du commerce. Le Fonds commun commencera bientôt à travailler avec Rabobank, importante banque agricole des Pays-Bas, pour concevoir et lancer un programme pilote de garantie du crédit. La réussite de ce programme pourrait conduire au déblocage des liquidités des banques nationales locales au bénéfice de prêts au secteur de la production et de la transformation des produits de base.

Valorisation

La transformation des produits de base primaires en produits secondaires ou finis demeure d'une importance vitale pour permettre aux agriculteurs de participer efficacement à la chaîne du produit de base et d'augmenter leurs revenus. Les stratégies en la matière devraient aider les régions à forte concentration de producteurs marginaux de café à se diversifier dans d'autres produits. Cela est particulièrement important dans le cas des producteurs de café dans l'incapacité de différencier leurs produits ou d'être compétitifs sur les prix. Dans ce contexte, les agriculteurs pourraient également être aidés à diversifier leur production de café en le valorisant, par exemple, par la torréfaction et la mouture, pour bénéficier d'une prime plus élevée sur leur produit. Bien entendu, au niveau mondial les questions comme les crêtes et la progressivité tarifaires devraient être abordées dans le cadre du processus de négociation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous sommes convaincus que les pays qui transforment et commercialisent leurs produits à plus forte valeur ajoutée stimulent la croissance des autres secteurs de leur économie et améliorent leur capacité de gain tout en acquérant de nouvelles compétences, de nouvelles technologies et en modernisant les infrastructures de base de leur capacité industrielle.

Gestion des risques

Des efforts ont été faits pour introduire des outils de gestion des risques de prix à l'intention des producteurs de produits de base mais ce type d'intervention n'a pas encore réussi à résoudre le durable problème de la volatilité des prix. En fait, l'approche utilisée jusqu'ici laissait beaucoup à désirer car elle reposait sur le mode d'intégration des producteurs dans le cadre des marchés de produits dérivés au lieu de mettre au point un instrument complet qui conviendrait aux producteurs de produits de base, en particulier aux petits exploitants.

Le Fonds commun a participé aux efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes de gestion des risques de prix, notamment dans le secteur du café de l'Afrique orientale. Dans ce domaine, le Fonds commun invite toutes les parties prenantes à concevoir un nouvel instrument qui répartirait les risques équitablement entre les parties concernées. La conception de l'instrument doit commencer chez le producteur ; cet instrument doit avoir pour but de protéger le producteur, pas le marché financier au détriment du producteur. Par conséquent, nous devons adapter les instruments existants ou concevoir de nouveaux instruments ou modifier le cadre commercial. Nous pensons également qu'il est important d'aller au-delà des aspects purement opérationnels de la mise en place d'un mécanisme de gestion des risques de prix et nous devons, en parallèle, aborder les aspects réglementaires et institutionnels qui pourraient faciliter la mise en œuvre de tels mécanismes.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je tiens à souligner que la bonne gestion du secteur des produits de base apportera la stabilité aux pays du monde entier. L'année dernière, le Fonds commun a célébré ses 20 ans d'existence et il demeure un partenaire clé dans la mise en valeur du café. J'espère que cette Conférence servira de plate-forme pour examiner l'avenir et donner le cap de la contribution que le Fonds commun pourrait apporter au débat naissant vers un secteur du café durable. Le moment de ces discussions est venu car nos organes directeurs ont maintenant engagé des consultations sur le rôle et le mandat futurs du Fonds commun, comme je vous l'ai déjà dit au début de mon intervention. Cette conférence pourrait ouvrir la voie à l'adoption de stratégies gagnant/gagnant qui réuniraient les différents acteurs du secteur du café, notamment le Fonds commun, dans l'objectif ultime de faire du café un instrument important dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Je vous remercie de votre attention.